

Développements macroéconomiques récents

Le PIB a connu une croissance de 4,9 % en 2021, soit une légère hausse par rapport au taux de 4,8 % de 2020, soutenue par la reprise économique mondiale. La croissance a été tirée du côté de l'offre par l'agriculture et les services, et du côté de la demande, par la consommation finale et les investissements. La politique monétaire est restée stricte, ce qui a stabilisé l'inflation à 3,3 % en 2020 et à 3,7 % en 2021. Le shilling tanzanien est demeuré stable en 2020–2021, et ne s'est déprécié que de 0,2 % par rapport à l'USD. Le ratio des prêts non productifs sur les prêts bruts a diminué à 9,4 % en mars 2021, une légère baisse par rapport aux 11 % enregistrés en mars 2020, mais toujours au-dessus du seuil légal de 5 %. Le déficit budgétaire, qui a augmenté jusqu'à 3,4 % en 2021, contre 0,8 % en 2020, en raison de la médiocre performance des recettes et des besoins de financement croissants pour combattre les impacts de la COVID-19, a été financé par des emprunts externes et internes. Le déficit du compte courant s'est creusé de 1,5 % du PIB en 2020 à 3,12 % en 2021, en partie en raison des recettes modérées du tourisme. Il a été principalement financé par la dette commerciale extérieure, car d'autres flux de financement, tels que les IDE et les dons, ont diminué. Les réserves de change ont augmenté pour atteindre une couverture des importations de 6,6 mois en 2021, contre 5,6 mois en 2020, grâce à la hausse des entrées officielles externes et à l'allocation de DTS de 543 millions USD (0,8% du PIB). Bien que la Tanzanie soit auparavant parvenue à réduire la pauvreté, un million de personnes environ seraient retombées dans la pauvreté en 2020 à cause de la COVID-19.

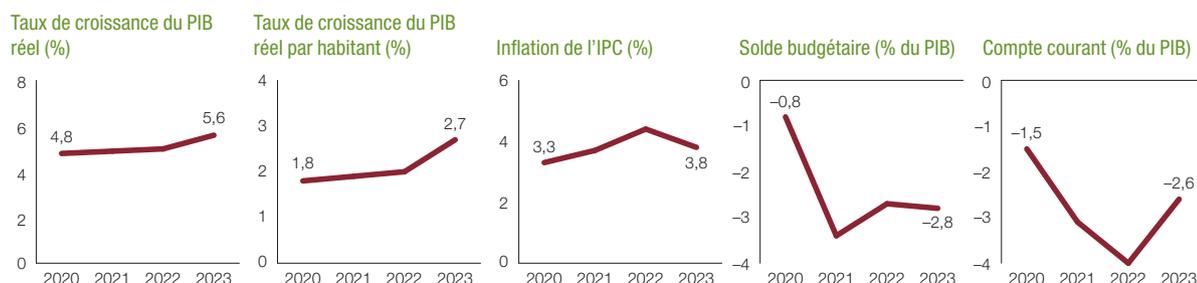
Perspectives et risques

Les projections de croissance du PIB sont de 5,0 % en 2022 et de 5,6 % en 2023, grâce à l'amélioration de la performance du tourisme, à la réouverture des corridors commerciaux et à l'accélération du déploiement des vaccins. L'inflation devrait augmenter jusqu'à 4,4 % en 2022 et 3,8 % en 2023 en raison

de la hausse des prix de l'énergie en raison du conflit Russie-Ukraine. Le déficit budgétaire devrait diminuer à 2,7 % du PIB en 2022 et 2,8 % en 2023 en raison de l'amélioration de la performance des recettes. Il sera financé par l'emprunt domestique et extérieur. Le déficit du compte courant devrait se creuser pour atteindre 4,0 % du PIB en 2022 en raison de l'augmentation des cours du pétrole avant de diminuer pour atteindre 2,6 % en 2023, alors que les recettes du tourisme et des exportations de marchandises se stabiliseront. Il sera financé essentiellement par les emprunts externes. Les principaux risques à la baisse sont liés aux nouveaux variants de la COVID-19 et aux perturbations de l'activité économique associées, cependant ils devraient être atténués par la sensibilisation croissante du public et l'acceptation des vaccins.

Changement climatique et options de politiques publiques

L'agriculture, l'industrie manufacturière et l'énergie comptent parmi les secteurs essentiels les plus vulnérables au changement climatique, alors que les sécheresses affectent l'agriculture et la fiabilité de l'alimentation électrique. La Tanzanie se classe au 67^e rang de l'IRC 2021. Sa dernière révision de la CDN de 2015 estime les coûts économiques des chocs climatiques à environ 1 % du PIB. Le gouvernement a développé des politiques pour soutenir la résilience climatique, y compris la Stratégie nationale sur le changement climatique de 2012, la Stratégie de Zanzibar sur le changement climatique de 2014 et la Loi sur la gestion environnementale, chapitre 191. La CDN de la Tanzanie vise à réduire de 10 à 20 % les émissions de GES d'ici 2030, par le biais d'actions incluant la promotion des technologies propres et des sources d'ER. Cependant, la rapide croissance démographique et un considérable déficit de financement des ER constituent des défis de taille pour atteindre les objectifs de la CDN. La Tanzanie estime qu'environ 60 milliards USD sont nécessaires d'ici 2030 pour les investissements d'atténuation, ce qui exige une intensification de la mobilisation du financement climatique. Le pays est en bonne voie pour atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.